

Wallonie, Bruxelles : PS, CDH et FDF près de conclure

Les congrès régionaux annoncés, le fédéral sous pression

NÉGOCIATIONS A Namur et Bruxelles, PS, CDH et FDF près de conclure

A Bruxelles comme en Wallonie, les négociations pour la formation des gouvernements régionaux et communautaires touchent doucement à leur fin : les accords devraient être ficelés dans les prochains jours, les programmes de gouvernement rédigés dans la foulée, qui devront être « acceptés » par les membres des partis lors des « congrès de participation ».

PS, CDH et FDF (les deux premiers opèrent en Wallonie, le FDF en plus à Bruxelles) pourraient, dit-on, convoquer leurs troupes le jeudi 17 et vendredi 18 juillet, qui auront à trancher. Une formalité.

Les gouvernements wallon, bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (casting, prestations de serment...) seraient installés après le week-end du 21 juillet.

Pendant ce temps, l'informateur royal, Charles Michel, en mission, au moins, jusqu'au 14 juillet (il a été reconduit, à sa demande, vendredi dernier), reste en quête d'une coalition au fédéral. La pression s'accroît. Alors qu'il évoluait jusqu'à présent un peu dans l'ombre des Diables rouges, le voilà tout à coup davantage « exposé », après l'élimination que l'on sait. ■

► Les congrès de participation des partis (PS, CDH, FDF) pourraient avoir lieu les jeudi 17 et vendredi 18 juillet en Wallonie et à Bruxelles.

► Au fédéral ? Après l'élimination des Diables rouges, Charles Michel est sous les projecteurs.

Rien de tel que les Diables rouges, les klaxons, le suspense, l'attente, pour se cacher en politique, du moins pour évoluer un peu dans l'ombre, une situation idéale pour des contacts « confidentiels » entre présidents...

L'informateur royal était donc couvert. Mais voilà : la Belgique éliminée, Charles Michel revient aussitôt dans la lumière.

Alors qu'à sa demande, sa mission d'informateur avait, vendredi dernier, été prolongée jusqu'au 14 juillet – lendemain de la finale de la Coupe du monde au Maracana –, ce qui donnait du temps au temps, l'élimination des Diables rouges a raccourci d'un coup sec le calendrier. Et mis la pression, comme on dit.

Genre : alors, cette coalition fédérale ?

En fait de « pression », Charles Michel est (très bien) servi côté patronal. Où l'on joue des coudes dans les médias pour dire que non, évidemment, on ne se mêle pas de la constitution des coalitions, mais oui, vraiment, ce serait bien qu'un gouvernement ancré à droite prenne les choses en main...

Interviewée samedi dans *La Libre*, la secrétaire générale de l'Union des classes moyennes, Christine Lhoste, s'ajoute à la longue liste des leaders d'organisations patronales, du nord au sud (nos précédentes éditions), qui militent en ce sens, louent la note de l'informateur Bart De Wever et les engagements en termes de compétitivité, de baisse des charges, de réforme des pensions, etc. Ah ! si Benoît Lutgen avait dit oui...

Toujours est-il que cette coalition ancrée à droite reste introuvable. Dès lors que le CDH a décliné l'offre, il faut faire, sur ce registre toujours, avec l'hypothèse « kami-

kaze » qui associerait N-VA, CD&V et VLD côté flamand, MR pour les francophones. Les bleus sont partagés/déchirés, entre avantages et inconvénients présumés qu'une telle formule pourrait représenter pour eux. Et le jeu est compliqué : les propos de Patrick Dewael, samedi dans ces colonnes, ainsi que dans la presse en Flandre, en ont refroidi plus d'un, le président de la Chambre réitérant l'exigence du VLD de figurer dans la majorité flamande, condition à sa participation à quelque majorité fédérale... On connaît le problème : le CD&V, accroché à la N-VA au nord, ne veut pas ouvrir la porte aux libéraux-réformateurs. Donc ?

Faudra-t-il que les choses soient tout à fait claires dans les entités fédérées pour que l'on puisse avancer, en connaissance de cause, au fédéral ? On le dit.

Et ça pourrait aller vite, dans les Régions. On parle de possibles congrès de participation les jeudi 17 et vendredi 18 juillet au sud du pays (et, au nord, avant la fête flamande du 11 juillet ?) juste avant le week-end du 21, jour de fête nationale.

Le 17 ou le 18, PS, CDH et FDF réuniraient leurs membres pour obtenir leur adhésion aux accords politiques conclus dans les jours qui précèdent à la Région wallonne, la Région bruxelloise et la Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles). Une formalité. Après cela : castings ministériels, prestations de serment des ministres-présidents (au Palais), retour devant les assemblées parlementaires respectives, premiers pas pour les nouveaux gouvernements régionaux, et vacances.

Une clarification dans le paysage politique qui permettra peut-être de faire avancer le schmilblick à l'étage fédéral.

Où, mis à part la « kamikaze », d'aucuns évoquent, comme « alternatives », la tripartite traditionnelle (la même configuration que le gouvernement Di Rupo, actuellement en affaires courantes), la pentapartite du type « front francophone » (PS, MR, CDH face à N-VA et CD&V) ou la coalition miroir, ou symétrique, qui reproduirait au fédéral les coalitions régionales : N-VA / CD&V / PS / CDH. ■

DAVID COPPI

